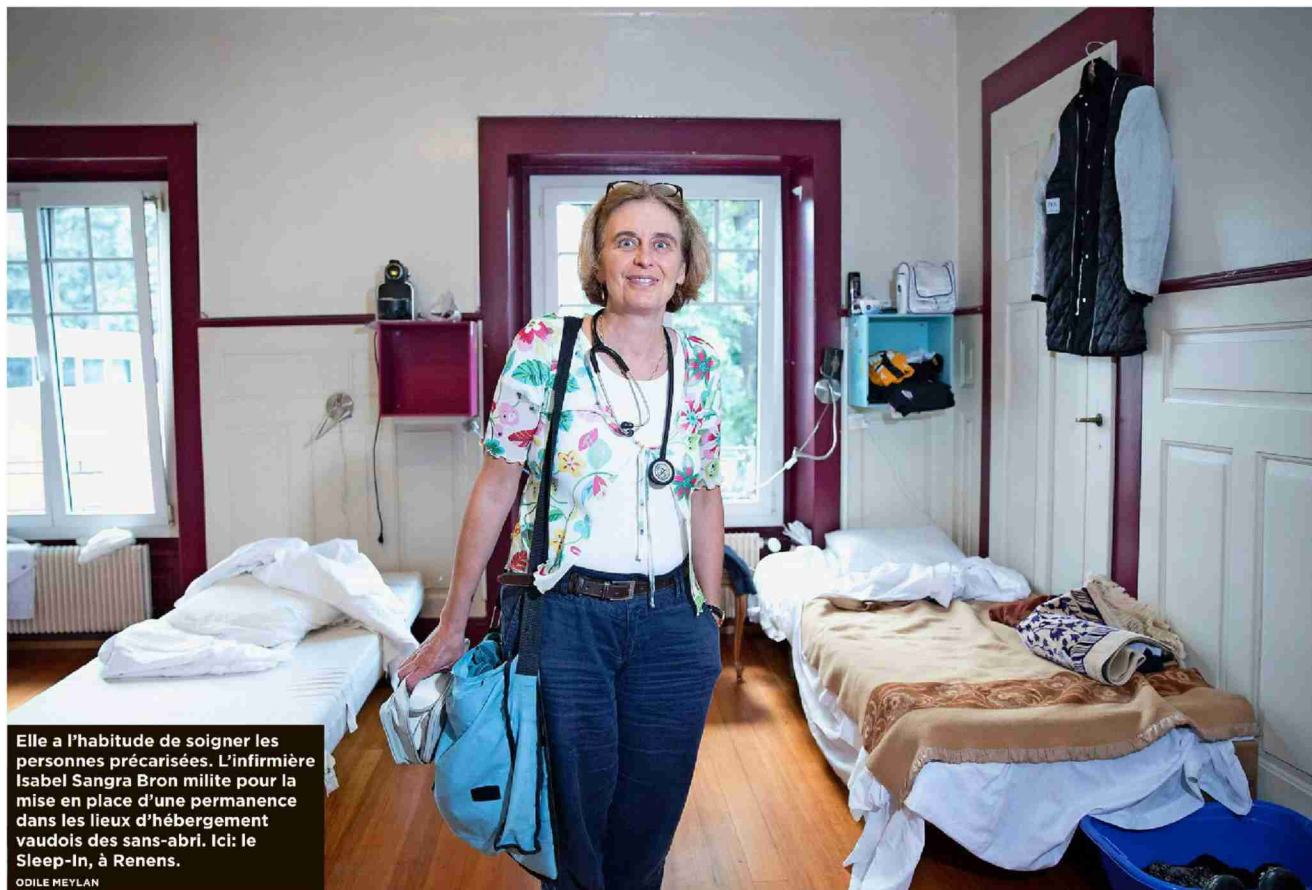




# Les sans-abri, ces oubliés du système de santé

Les structures vaudoises d'hébergement d'urgence signent un plaidoyer pour la santé de ceux qui vivent dans la rue et militent pour bénéficier d'une permanence infirmière.



Elle a l'habitude de soigner les personnes précarisées. L'infirmière Isabel Sangra Bron milite pour la mise en place d'une permanence dans les lieux d'hébergement vaudois des sans-abri. Ici: le Sleep-In, à Renens.

ODILE MEYLAN



## Marie Nicollier

«Il y a un syndrome d'autoexclusion chez les gens qui vivent dans la rue. Ils oublient leur corps, les douleurs. Ils se coupent d'eux-mêmes pour ne pas souffrir. Il m'est arrivé de voir des blessures au pied qui me feraient hurler. La personne ne disait rien.»

Cyril Maillefer est responsable chez Caritas Vaud des centres d'hébergement d'urgence La Lucarne (Yverdon) et Le Hublot (Vevey). Il cosigne un plaidoyer pour un meilleur accès aux soins des sans-abri au côté de cinq autres structures vaudoises (le Sleep-In, la Marmotte, le Répit, la Soupe populaire et l'Étape). Leur volonté: mettre sur pied une permanence infirmière dans les structures vaudoises d'accueil de nuit.

## Des craintes et des freins

Le fait est que nombre de personnes sans domicile fixe souffrent de troubles physiques et psychiques dus à leur mode de vie très précaire. Une étude menée en France révèle que l'âge moyen du décès d'une personne sans-abri est de 49 ans. Méfiance des institutions, peur de voir son statut illégal dénoncé, crainte du coût d'une consultation... Les sans-abri ne se rendent pas ou peu dans les structures de soins lorsqu'ils sont malades. En cas d'extrême nécessité: direction les Urgences. Infirmière au Point d'Eau

«Aller voir son médecin et lui dire qu'on a des chutes de pression va de soi pour vous et moi. Pas pour eux»

**Cyril Maillefer**, responsable de la Lucarne (Yverdon)

et du Hublot (Vevey)

«La dimension de soutien aux équipes qui travaillent dans ces lieux la nuit est aussi importante»

**Isabel Sangra Bron**, infirmière au Point d'Eau (Lausanne)

- qui propose à Lausanne des consultations pour la population marginalisée -, Isabel Sangra Bron confirme qu'il est compliqué pour cette population de se rendre dans des lieux de soins. Parmi les nombreux freins: le concept de rendez-vous. «La gestion de l'espace-temps, quand on vit dans la rue, est différente. Si je leur donne un rendez-vous dans dix jours, il y a de fortes chances qu'ils ne viennent pas.»

Cyril Maillefer observe les blessures non soignées des hébergés, les infections pulmonaires, les maladies pas traitées, les décompensations psychiatriques... «Le besoin en termes de soins est véritable. J'entends toujours, quand je parle de ce problème aux autorités: «Ils n'ont qu'à aller consulter!» Aller voir son médecin et lui dire qu'on a des chutes de pression va de soi pour les personnes insérées comme vous et moi. Pas pour eux. Parler de soi est difficile quand on vit dans la rue. Il faut un lien de confiance. Ils sont très sensibles, aussi, au regard des autres et au jugement. Dans une salle d'attente, ils tiennent vingt minutes et partent. La rue est un milieu rude et violent. Ils sont dans la méfiance. C'est cela, la difficulté: cette population n'est pas demandeuse de soins. Elle fuit. Et il y a des réticences, parmi les pro-

fessionnels, à s'occuper de ces publics qui ne sont pas volontaires et font parfois un peu peur.»

## Besoin d'avoir confiance

«Attendre plusieurs heures aux Urgences et raconter sa vie, c'est un petit parcours du combattant qui peut dissuader de faire le pas, ajoute le directeur du Point d'Eau, François Chéraz. C'est souvent après plusieurs rencontres que la personne accepte de se livrer.»

Une présence infirmière dans les hébergements de nuit permet

trait d'établir ce lien de confiance nécessaire à une prise en charge, une orientation et un suivi. Isabel Sangra Bron évoque l'exemple d'un homme qui vit dans la rue depuis deux ans avec des plaies au pied et dit fumer beaucoup pour oublier la douleur. «Il m'a fallu deux mois pour commencer à créer un lien avec lui, petit à petit. Maintenant, quand il a trop mal, il vient pour des soins.» «Cette permanence infirmière serait une porte d'entrée vers le système de soins, par ailleurs solide dans le canton. C'est le maillon de la chaîne qui manque pour ces personnes précarisées», plaide Malick Gehri, travailleur social au Sleep-In de Renens (qui porte ce projet avec sa collègue Ariane Clot).

Le projet pilote sur vingt-quatre mois, d'un montant de 300'000 francs, est mené par Médecins du monde, qui mettrait 150'000 francs et a fait une demande de financement de 150'000 francs, fin mai, à la Chaîne du Bonheur. Deux infirmières officieraient en tournus dans les différentes institutions. «Il est important que ce type de prestations soit à terme financé par l'État», estiment les initiateurs.

Les travailleurs sociaux des structures d'accueil de nuit - particulièrement démunis face aux problématiques de santé mentale



- bénéficieraient aussi de cette présence, selon Isabel Sangra Bron. «L'infirmière leur donnerait des informations. Cette dimension de soutien à l'équipe est importante.»

La prestation vise aussi ceux qui dorment dans la nature et ne fréquentent aucun lieu d'hébergement «officiel». Dans l'idée de ratisser large, la Soupe populaire de Lausanne est intégrée au projet de permanence. Comme le relève Malick Gehri: «C'est le seul lieu où personne n'est refusé.»

## État sanitaire

### «On a eu des cas de gale et de tuberculose»

«On ne s'en rend pas compte mais beaucoup de gens dorment dehors», constate Isabel Sangra Bron. Parmi les profils: des personnes à l'AI, beaucoup de victimes de troubles psychiatriques, des divorcés subissant les conséquences financières de la séparation, des jeunes qui accumulent les contrats de travail temporaires et n'arrivent plus à accéder au marché du logement. «Avec

l'ubérisation de la société, ils se retrouvent à la rue s'ils n'ont pas de colocation ou de réseau familial», observe Cyril Maillefer.

La population de sans-abri est importante en terre vaudoise, même si on peine à la chiffrer. En 2019, 1442 personnes différentes ont fréquenté les trois structures d'hébergement d'urgence Sleep-In, La Marmotte et L'Étape. Ces dernières ont dû se fendre de 4834 refus, c'est-à-dire treize par soir en moyenne.

La Lucarne (Yverdon) et le Hublot (Vevey) hébergent 700 personnes différentes par an en moyenne. «Parmi elles, 30% ne font qu'une nuit et on ne les revoit jamais, précise Cyril Maillefer. Ce sont des gens en itinérance en Europe. On a vu des femmes enceintes, des personnes atteintes dans leur santé après une traversée de la Méditerranée... On a eu des cas de gale, de tuberculose. Il y a donc un aspect de santé publique. On ne peut pas ignorer la présence de ces gens, et aujourd'hui le réseau de santé vaudois ne les voit pas passer. Ils sont invisibilisés par la société et s'invisibilisent eux-mêmes. Ce qui se passe la nuit doit être mis en lumière.»

**M.N.**